

Résultats d'enquête sur l'avant-projet de constitution

mars-17

Ce présent rapport synthétique a connu la participation de :

- **Dr. Cyriaque PARE**, Expert en communication, et fondateur du journal en ligne Lefaso.net
- **Soukalo DRABO**, Expert Statisticien- informaticien et Directeur général de **OBAAS Consulting**
- **Toute l'équipe de OBAAS** (Djamila Coulibaly, Mariam SONDO)

SOMMAIRE

Sommaire.....	2
Résumé du sondage.....	3
A. Profil des enquêtés.....	4
1. Répartition des enquêtés selon le sexe	4
2. Répartition des enquêtés selon l'âge.....	4
3. Répartition des enquêtés selon profession.....	4
4. Répartition des enquêtés selon La zone de résidence.....	5
5. Répartition des enquêtés selon L'appartenance organique	5
B. Du gouvernement kaba ii	6
1. Appréciation de l'équipe Gouvernementale & suggestion	6
2. Sécurité	8
C. De l'avant-projet de constitution	10
1. Avez –vous lu l'avant-projet de la constitution disponible-.....	10
2. Quelle voie suggériez-vous pour l'adoption de cette nouvelle constitution ?.....	11

RESUME DU SONDAGE

Le présent rapport d'enquête d'opinion donne les résultats d'analyse d'opinion publique portant sur l'appréciation de l'équipe gouvernementale KABA II, les attentes primaires de la population d'une part, et d'autre part les observations faites sur le contenu de l'avant-projet de constitution en cours mis à la disposition des Burkinabè pour amélioration.

Pour ce faire, un questionnaire d'enquête de 26 questions réparties en trois groupes a été administré de façon anonyme en ligne sur le portail d'information lefaso.net (www.lefaso.net) entre le 25 février et le 18 Mars 2017.

Les réponses ainsi obtenues de **façon aléatoire** ont été dépouillées. Seules 106 personnes sur un total de 175 ont correctement et complètement répondu ou atteint un taux de remplissage à 80% aux différentes questions.

Ces personnes enquêtées sont constituées globalement d'hommes (**94%**) et vivant en milieu urbain (82%) de l'échantillon global. Aussi les enquêtés, en grande partie se disent appartenir à une organisation politique, syndicale ou de la société civile (72%). Ils évoluent professionnellement en tant que salarié du privé (29%) contre (45 %) de fonctionnaires.

Les principaux résultats à retenir sont donc:

- 44% des sondés font confiance à la l'équipe du gouvernement KABA II et 53% des enquêtés estiment que la sécurité doit être la **PRIORITE** des priorités du moment
- 51% des participants sont légèrement d'accord pour l'intégration des policiers radiés
47% sont pour les militaires
- Plus de 50% des enquêtés trouvent « nécessaire et opportune » la loi portant sur la liberté religieuse
- 33% des enquêtés ont lu l'avant-projet de constitution disponible et espèrent qu'elle sera adoptée par voie de référendum
- 45% des sondés sont d'accord pour la limitation des mandats des députés, par contre ne sont pas pour la suppression de la peine de mort prévue dans la nouvelle constitution.

A. PROFIL DES ENQUETES

1. REPARTITION DES ENQUETES SELON LE SEXE

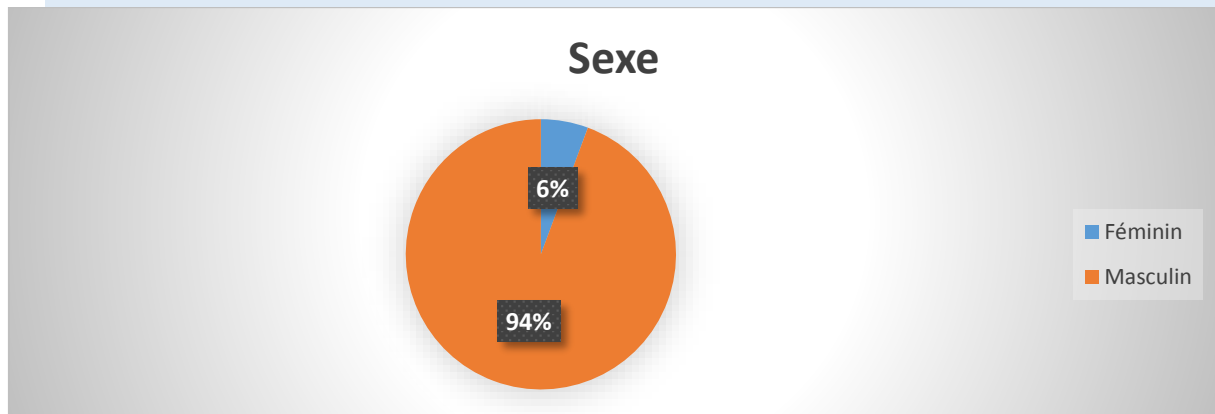


Figure 1 : Répartition des enquêtés selon le sexe

2. REPARTITION DES ENQUETES SELON L'AGE

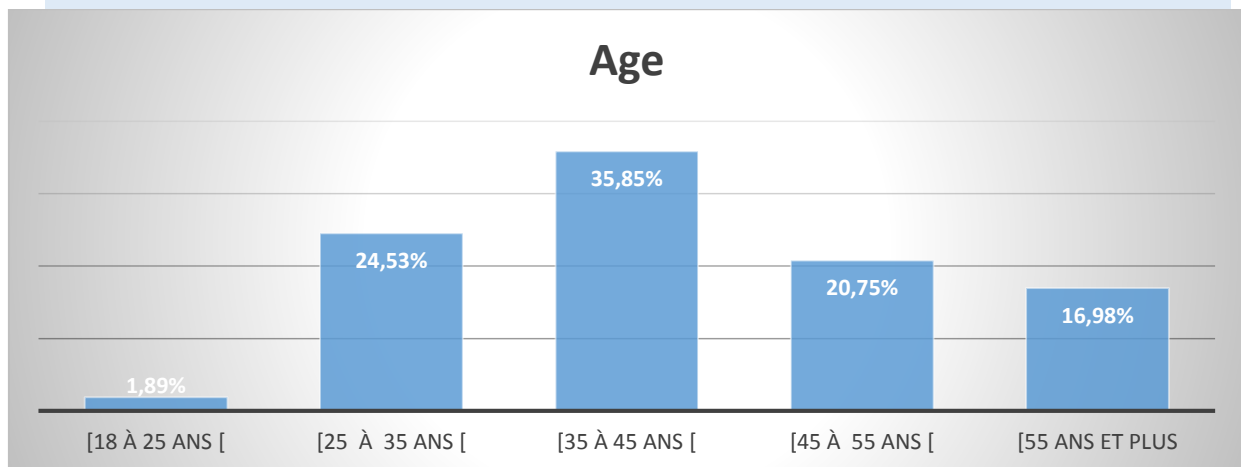


Figure 2 : Répartition des enquêtes selon l'Age

3. REPARTITION DES ENQUETES SELON LA PROFESSION

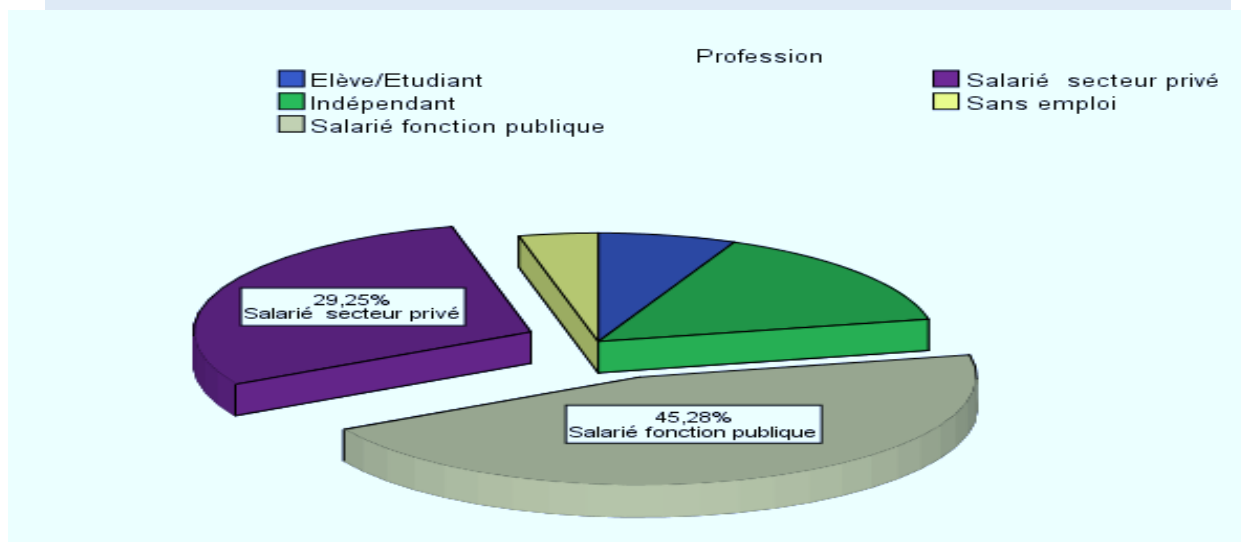


Figure 3 : Répartition des enquêtés selon la profession

4. REPARTITION DES ENQUETES SELON LA ZONE DE RESIDENCE

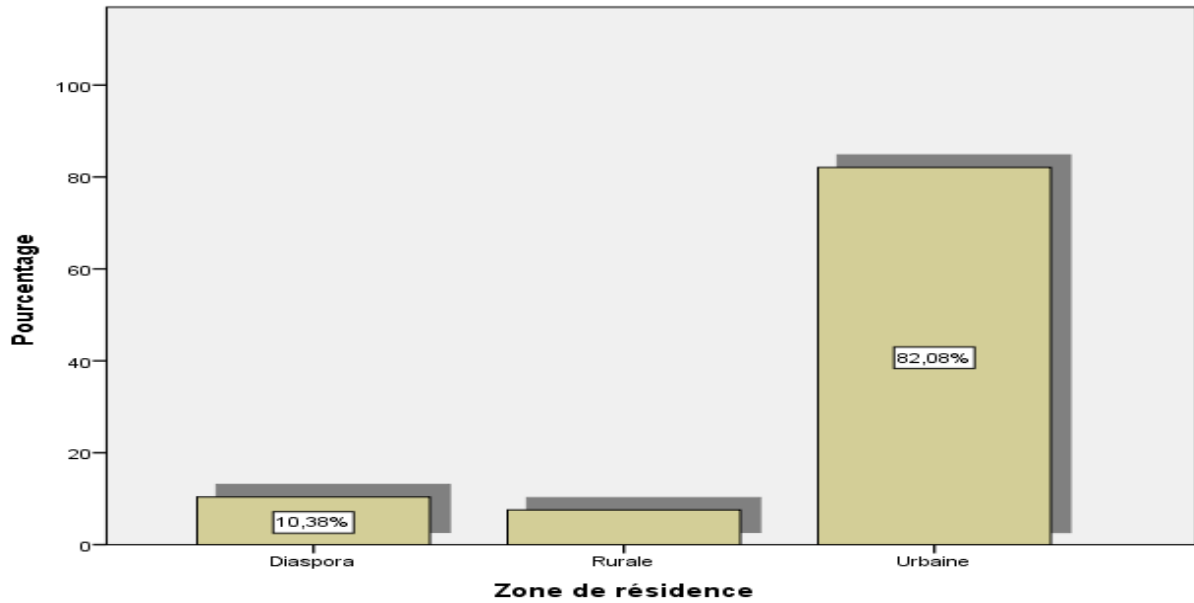


Figure 4 : Zone de résidence

5. REPARTITION DES ENQUETES SELON L'APPARTENANCE ORGANIQUE

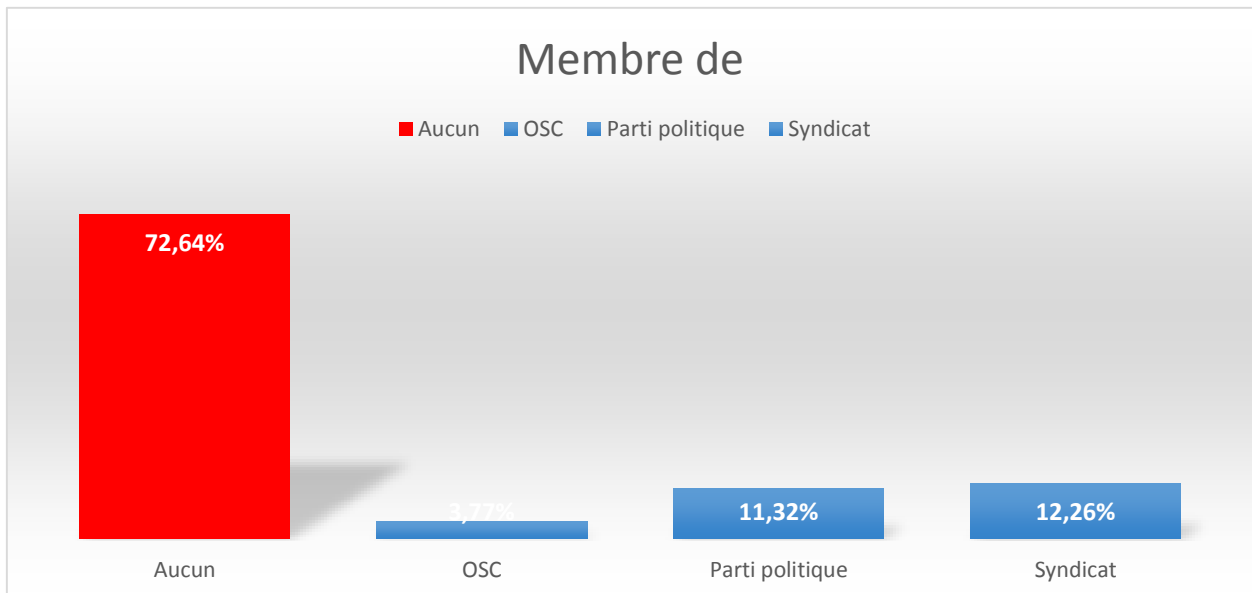


Figure 5 : Répartition des enquêtés selon leur appartenance ou pas à une Organisation

B. DU GOUVERNEMENT KABA II

1. APPRECIATION DE L'EQUIPE GOUVERNEMENTALE & SUGGESTION

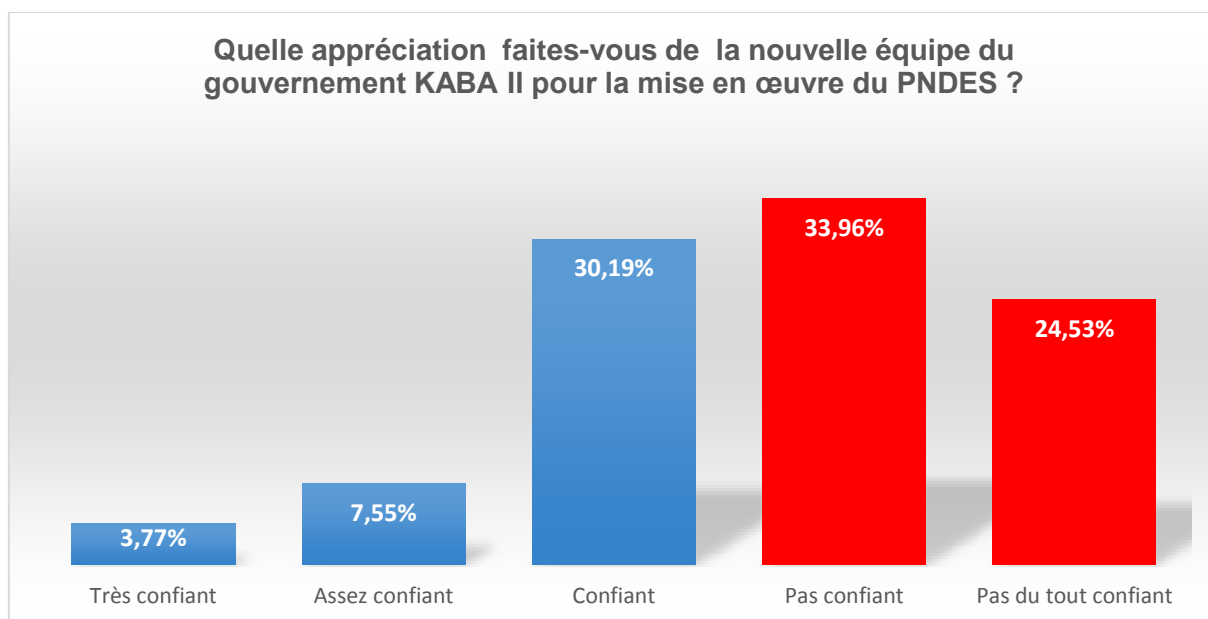


Figure 6 : Appréciation de l'équipe KABA II

Sur la nouvelle équipe gouvernementale KABA II, environ (56%) des enquêtés n'ont pas confiance pour la mise en œuvre du Plan national de développement économique et social (PNDES). Pourtant 47% croient en sa capacité pour la résolution des problèmes des Burkinabè.

De l'analyse qualitative des opinions pour justifier ce manque de confiance au gouvernement KABA II, nous retenons les arguments majoritaires suivants sous l'angle politique :

- des schémas de développement conçus sans grande conviction, crée un **gouvernement** de complaisance, ce n'est pas un **gouvernement** de combat. La corruption existe et pire qu'avant, aucun effort de remaniement véritable.
- ce **gouvernement** va donner le sentiment d'être incapable de faire face aux questions sécuritaires.
- au lieu de remercier les **ministres** dont leurs comportements sont décriés, on a préféré les muter. Très peu de changement avec des ministres ne rassemblant pas dans leurs départements.
- qu'on n'ait pas du tout senti le premier **gouvernement** qui manque de charisme pour certains,
- aucun véritable leadership dans ce **gouvernement** sans personnalité surtout au niveau d'un poste stratégique comme la Défense. PEU DE **MINISTRES** COMPETENTS, ne tiennent pas compte de l'opinion nationale.
- une Equipe composée essentiellement d'hommes comme s'il y avait un manque de compétences féminines au sein des partis politiques de la mouvance présidentielle et dans le pays en général.

- il nous faut achever l'insurrection par la mise à la retraite forcée de tous les **politiciens** ayant « bouffé » avec l'ex-régime, pour une vraie renaissance démocratique au BURKINA.
- certains **ministres** se sont montrés incompetents, mais ont été affectés à d'autres **ministères**. Bref, rien de nouveau et de tangible dans ce **gouvernement** de PKT II. L'équipe n'est pas renouvelée, il s'agit d'un gouvernement de récompense
- le **gouvernement** doit encourager et soutenir les **ministres** qui prennent des décisions importantes

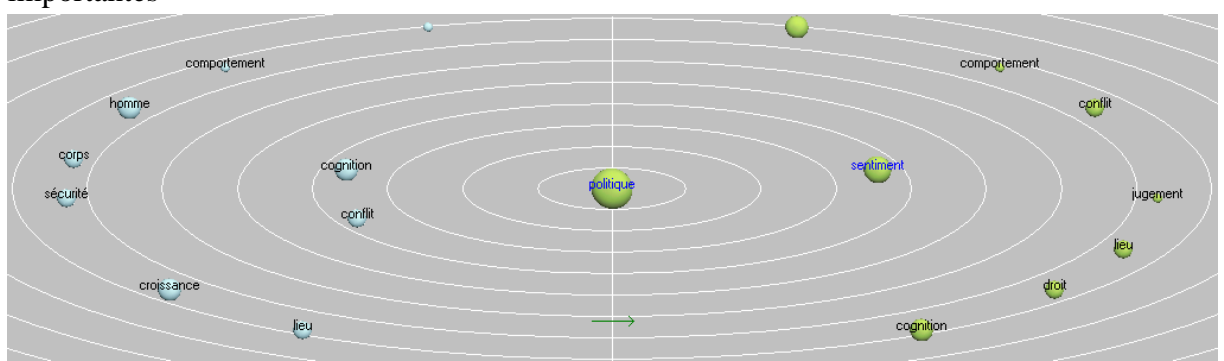


Figure 1 : Analyse qualitative de l'appréciation de l'équipe KABA II

Toutefois, parmi les sondés, beaucoup (47%) croient toujours au PNDES comme plan de relance de l'économie mais ils estiment que dans le contexte actuel **la priorité des priorités du moment du nouveau gouvernement** doit être la sécurité (53%).

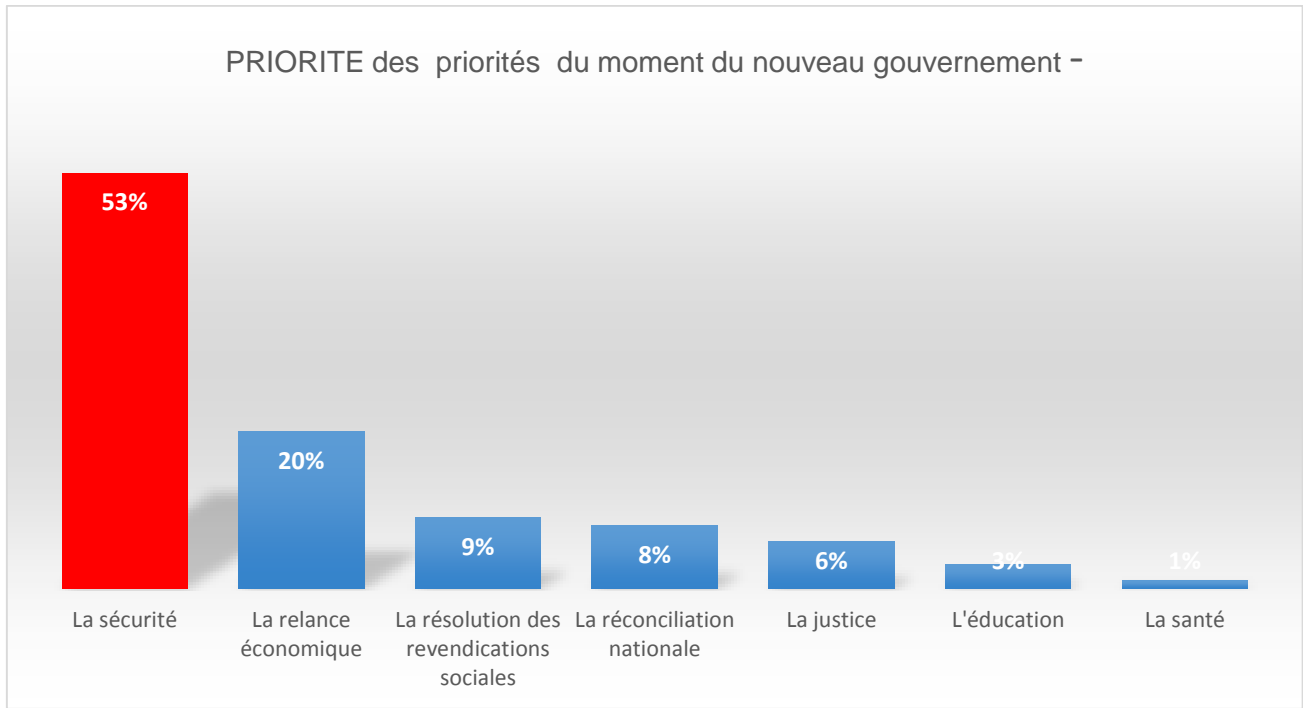
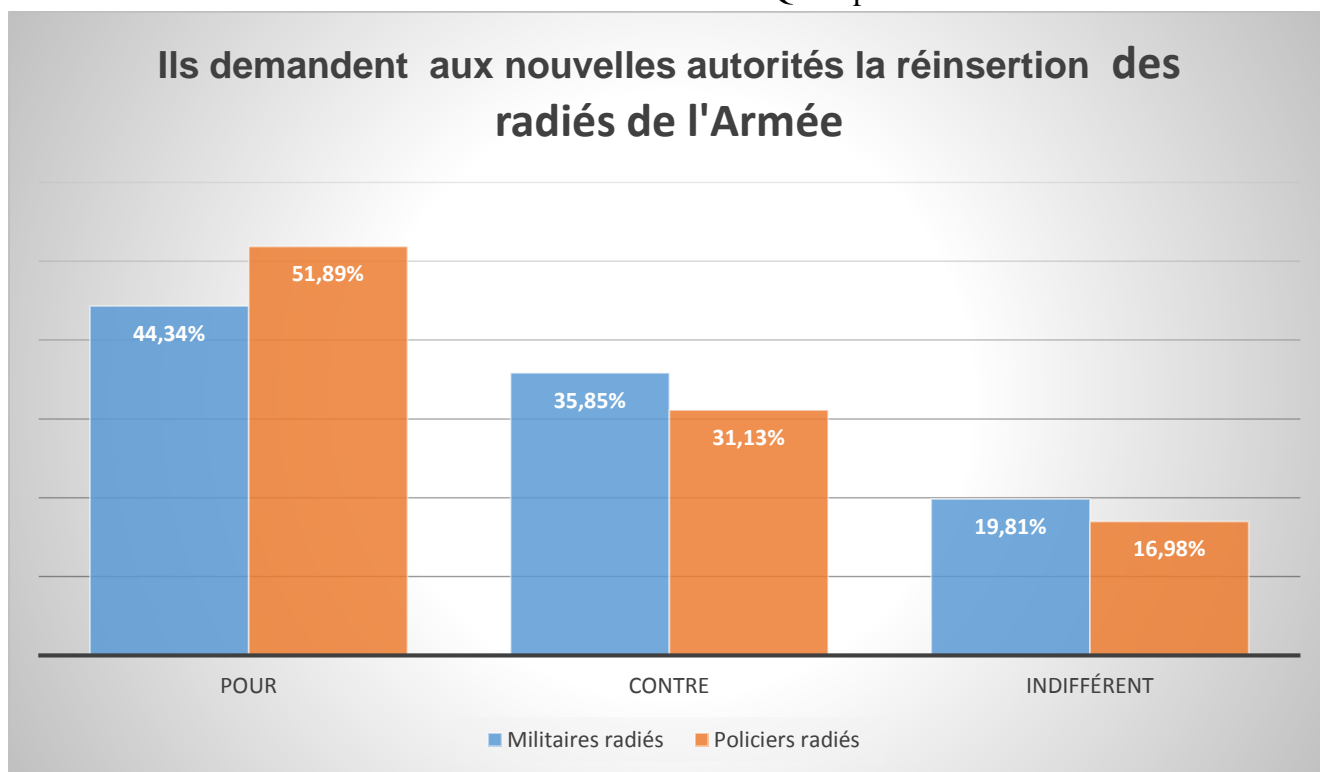


Figure 7 : Priorité des priorités du gouvernement

2. SECURITE

Q2- Après la mutinerie de 2011, plusieurs policiers et militaires ont été radiés. Depuis, ces éléments radiés demandent aux nouvelles autorités leur réinsertion - Qu'en pensez-vous ?



En ce qui concerne l'insertion des militaires et policiers radiés suite à la mutinerie de 2011, les enquêtés sont plus légèrement d'accord aussi bien pour les policiers (51%) que pour les militaires (47%).

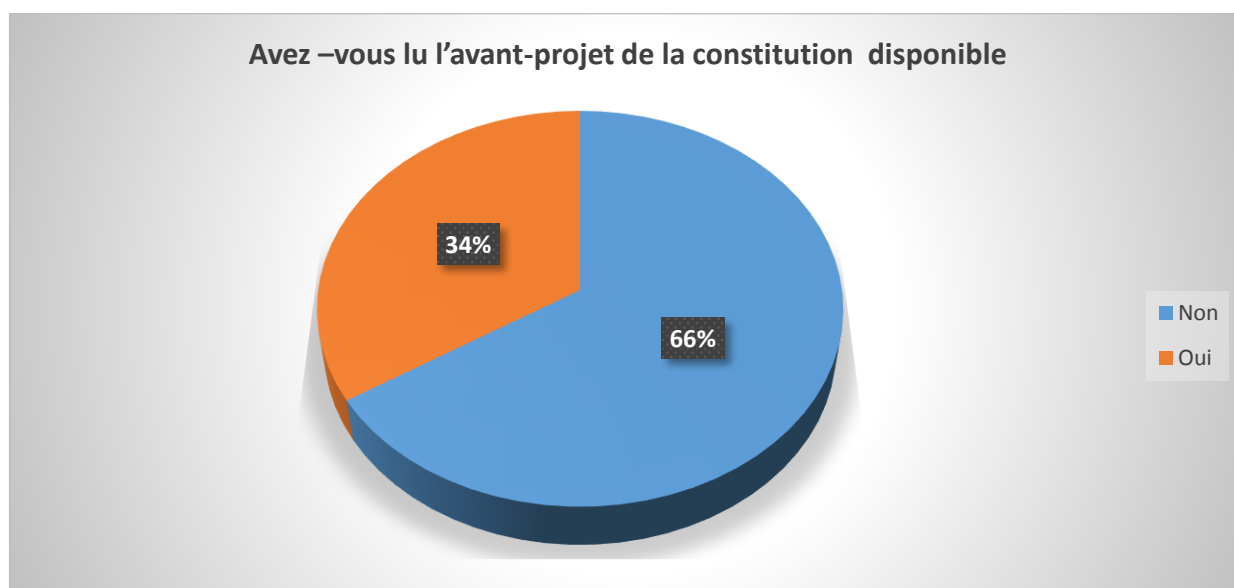
En effet, face au contexte d'insécurité grandissante, les opinions avancées sont entre autres :

- ✓ Ils constituent une menace future pour le pays s'ils ne sont pas réintégrés. Cependant des méthodes d'intervention qui se démarquent totalement des menaces ;
- ✓ Prix à payer pour la sécurité et la paix, la radiation en partie sans respect des textes ;
- ✓ Contexte sécuritaire pour faire face à l'insécurité et à la menace terroriste au sahel ;
- ✓ Mais du favoritisme et des erreurs ont été commises dans les listes des sanctionnés ;
- ✓ Le chômage peut être source de danger pour la sécurité du pays, beaucoup d'incohérences dans la décision de radiation ;
- ✓ Le Burkina a besoin de tous ses fils uniquement pour lutter contre l'insécurité. C'est une justice et ces éléments viendront contribuer à la sécurisation de nos frontières ;
- ✓ Au lieu de perdre le temps à chercher à réintégrer ils doivent plutôt focaliser leur énergie à trouver autre chose à faire mutinerie ;
- ✓ Avec les problèmes de sécurité et ils sont en train de préférer des menaces à l'endroit des autorités

Toutefois, une masse non négligeable des sondés reste prudente sur la question.

C. DE L'AVANT PROJET DE CONSTITUTION

1. AVEZ -VOUS LU L'AVANT-PROJET DE LA CONSTITUTION DISPONIBLE-



Depuis la publication en ligne sur le portail d'information lefaso.net, et aussi sur les réseaux sociaux, de l'avant-projet de loi de la nouvelle constitution, seuls 34% des enquêtés notent avoir lu le document.

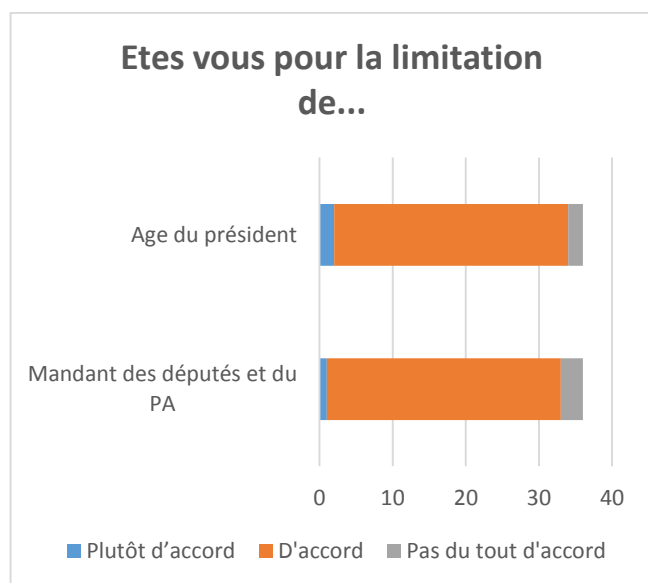


Figure 8 : Limitation des mandants

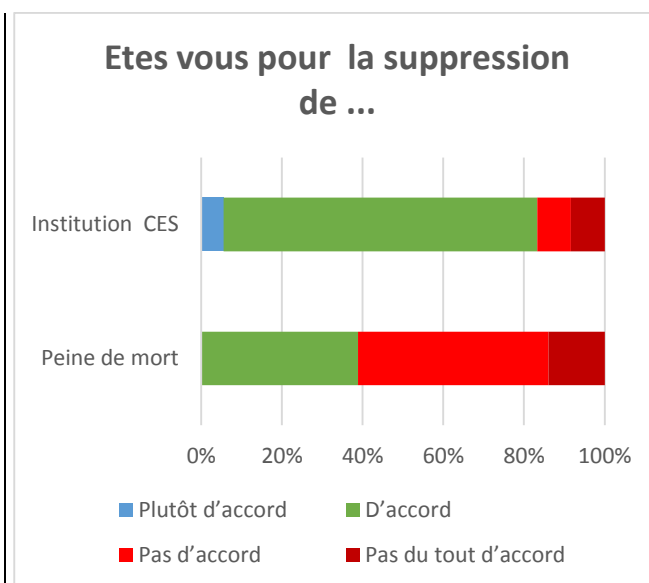
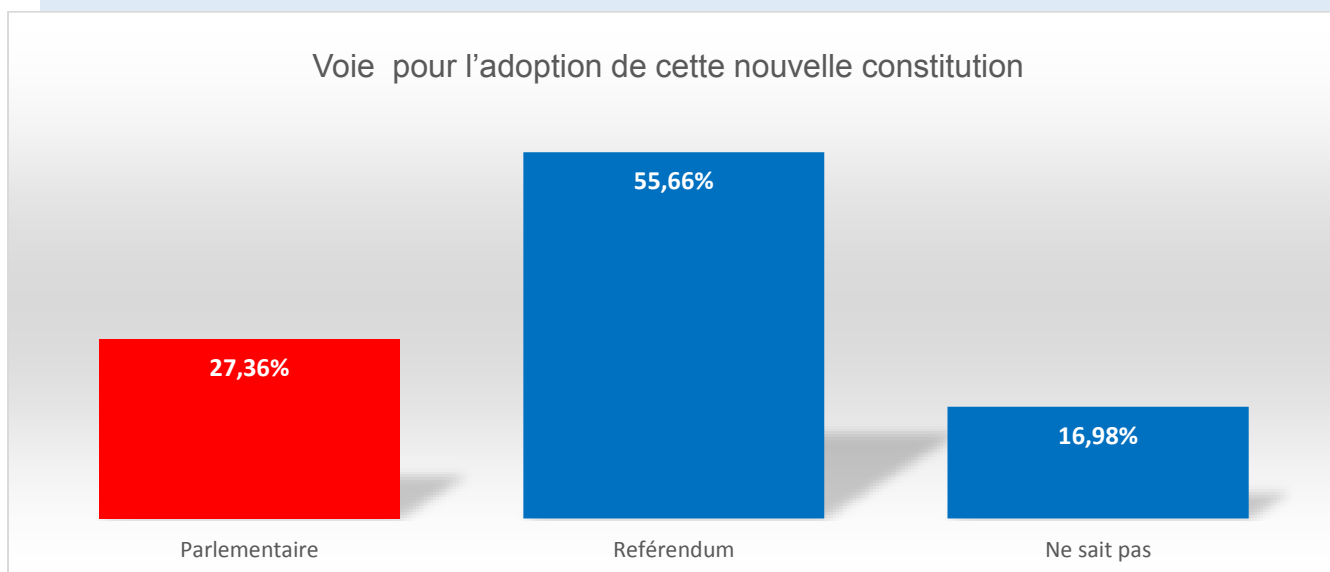


Figure 9 : Suppression de la peine de mort

Ainsi dans ce groupe d'enquêtés ayant lu le projet de loi, les avis sont partagés pour la limitation des mandats des députés et du Président de l'assemblée, par contre ils sont presque unanimes pour le maintien de la peine de mort.

Aussi presque tous sont d'accord pour la suppression simple du Conseil Economique et Social (CES)

2. QUELLE VOIE SUGGERIEZ-VOUS POUR L'ADOPTION DE CETTE NOUVELLE CONSTITUTION ?



A la réponse à cette question, 27% des enquêtés souhaitent l'adoption de la constitution par voie parlementaire. Ils justifient cela par des arguments entre autres :

- ✓ Il faut économiser les ressources de l'Etat
- ✓ Une grande partie de la population ne comprend pas les enjeux (faible niveau d'instruction)
- ✓ Le niveau sécuritaire actuel du pays est défavorable pour un referendum;

Par contre, 57 % des partisans pour l'adoption par voie référendaire souhaitent ne pas se prononcer sur leur choix (« ça dépend »), car estimant ainsi que leurs préoccupations seront prises en compte :

- ✓ Le verrouillage de certains articles;
- ✓ A condition que l'on remette la peine de mort ;
- ✓ Ça va dépendre des explications des constitutionnalités et des professionnels du droit ;
- ✓ Le peuple doit être bien informé de son contenu et il doit verrouiller, une fois pour toute.

